

*Le Président*

*H*

**Monsieur le Ministre de l'Enseignement  
Technique et de la Formation  
Professionnelle de l'Emploi et du Travail  
Conakry, République de Guinée**

**V. Réf. : No 443/METFP-ET du 22/ 09 2017**

**N. Réf. : 00122/CNP-GN/PDT/2017**

**Objet :** Réponse à Monsieur le Ministre

**Monsieur le Ministre,**

J'accuse ici réception de votre courrier en référence et souhaiterais vous informer avec tout le respect dû à votre fonction, que j'incarne une certaine respectabilité et de par mes mérites, une notoriété avérée dans notre pays, de surcroît j'ai effectué plusieurs fois le Pèlerinage aux lieux saints de l'Islam et donc vous saurai gré de m'appeler **El Hadj Mohamed Habib Hann**. De plus, il me semble que ce ne sont pas les adresses auxquelles vous auriez pu me joindre qui manquent:

- 1-**CNP-Guinée** : Président du Conseil National du Patronat Guinéen,
- 2-**CES** : Conseil Economique et social, distingué conseiller
- 3-**APAG** : Président de l'Association Professionnelle des Assureurs de Guinée
- 4-**SONAG** : Président directeur général du Groupe SONAG Assurances
- 5-**PCSPG** : Deuxième Vice-président de la Plate-forme de Concertation du Secteur Privé Guinéen
- 6-**GAIP OIL** : Président Directeur Général de la Compagnie Pétrolière  
GAIP OIL
- 7-**HANN et Compagnie** : Vice-Président du groupe HANN et Compagnie

Sur la forme, au lieu et place de ces adresses, vous avez préféré me saisir par voie de presse avant toute transmission officielle dudit courrier.

J'ai été donc plus que surpris d'apprendre par le site [www.mosaïqueguinée.com](http://www.mosaïqueguinée.com), le contenu de cette correspondance qui est sans doute, une ingérence notoire dans les affaires du CNP-Guinée et une violation flagrante de notre législation nationale du travail.

Ceci étant, sur le fond, la Convention 87 de l'Organisation Internationale du Travail, ratifiée par la République de Guinée depuis 1959, en ses articles 3 et 4, condamne l'ingérence des gouvernements dans les affaires des Syndicats d'Employeurs et des Travailleurs. Aussi, il aurait été peut-être plus sage de vous référer aux Fédérations patronales membres, ou à mon Bureau Exécutif que vous avez bien voulu recevoir.

Le titre de « Président » du CNP-Guinée m'a été conféré suite à une élection régulière et transparente tenue au Palais du Peuple dans sa salle du 28 septembre, le 10 décembre 2016 par les Fédérations Patronales Membres du CNP-Guinée. Suite à celle-ci, vous m'avez reçue avec mon Bureau Exécutif,

Quant à votre demande d'avis sur le leadership au sein du CNP-Guinée adressé à l'OIE, je vous rappelle que ladite Organisation est un Partenaire du CNP-Guinée et ne peut que constater les mutations internes opérées (Congrès) au sein de ladite Organisation Patronale.

Dans votre courrier vous avez volontairement occulté des informations capitales telles que l'annulation par la justice à la demande de certaines Fédérations Patronales Membres du Congrès qui avait fait élire Monsieur Ansoumane KABA en Avril 2016. Un nouveau Congrès a été régulièrement convoqué par les fédérations Patronales Membres pour une sortie de crise qui avait tant perduré et s'est tenue le 10 Décembre 2016.

Si un Congrès démocratique est une « confusion », votre collègue Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux a pourtant été très clair en déclarant : « il faut quand même qu'on soit sérieux dans notre pays. Après qu'ils ont été au BIT (parlant de Mamadou Sylla et KABA Ansoumane dit GUITER) pour attaquer le Gouvernement ; j'ai dit au **Ministre Damantang** qui est le Ministre de Tutelle, qu'il faut qu'il intervienne auprès du BIT pour expliquer les choses. Quand on vient demander la justice, elle fait son travail. Mais de grâce, il faut respecter la justice....)

Que les Membres du Patronats règlent leurs problèmes entre eux, mais dès lors qu'ils saisissent la justice qu'on respecte les décisions de justice qui sont prises.... **Donc tant qu'il n'y a pas de Congrès, pour nous le congrès qui a fait élire Mr Ansoumane KABA (GUITER) est nul et non avenu....** ». Fin de citation.

Il nous plait également de rappeler votre déclaration en qualité de porte-parole du Gouvernement que le conseil des Ministres demande à l'ensemble des Membres du





Gouvernement de s'abstenir de toutes ingérences dans les affaires internes des Organisations Patronales.

Aussi, Monsieur le Ministre, vous comprendrez que c'est ce congrès qu'appelait de ses vœux le Garde des Sceaux et la volonté souveraine des Fédérations Patronales Membres qui ont fait de moi le Président légitime du CNP Guinée, élu à l'unanimité des 29/38 fédérations patronales présentes, ne vous en déplaie Monsieur le Ministre.

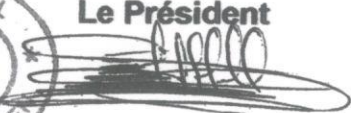
Enfin, sachez qu'il existe des instances supérieures nationales et internationales auprès desquelles je vais être amené à dénoncer votre ingérence dans les affaires d'un Syndicat d' Employeurs si vous mettez en œuvre votre ostracisme à notre endroit en ce qui concerne le Dialogue social tripartite.


En conclusion, Monsieur le Ministre, sachez que votre lettre n'est pas un acte en soi qui nous oblige et ne peut servir ni valoir quoique ce soit en droit ;

par contre la conclusion de votre missive montre bien que vous parlez du seul et unique CNP Guinée que j'ai l'honneur de présider.

Veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, nos salutations distinguées.

Fait à Conakry, le 27 septembre 2017

**P/Le Conseil National du Patronat-Guinée**  
**Le Président**  
  
**Elhadj Mohamed Habib HANN**



**Ampliations :**

Présidence de la République  
Primature  
MECP/IPP  
OIT/OIE/ FOPAO/ OSC/ Patronats  
Syndicats/ CES/ Presse/CNP/Archives

 28/9/17  
